

**NATURE ET ENVIRONNEMENT / Prescriptions complémentaires prévues à l'article L. 181-14 du code de l'environnement : les prescriptions complémentaires assortissant une autorisation d'exploiter une usine hydroélectrique continuent de s'appliquer après l'expiration de cette autorisation, dès lors qu'un droit fondé en titre a été reconnu préalablement à cette échéance.**

Une autorisation initiale édictée par un arrêté préfectoral du 8 novembre 1982 avait été délivrée pour une durée de quarante ans, et arrivait à échéance le 8 novembre 2022. Du fait de l'existence d'un droit fondé en titre reconnu par une décision du préfet du 3 novembre 2021 qui a permis la poursuite de l'exploitation de l'usine hydroélectrique à compter du 8 novembre 2022, les prescriptions complémentaires dont l'autorisation initiale était assortie, en dehors même de sa durée de validité, ne pouvaient être regardées comme ayant pris fin au 8 novembre 2022. Par conséquent, le préfet pouvait faire usage de son pouvoir de police de l'eau pour abroger les précédentes prescriptions par l'arrêté attaqué et fixer de nouvelles prescriptions complémentaires, en application du dernier alinéa de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, en considérant au vu des informations dont il disposait, qu'alors même qu'aucune modification substantielle de l'installation n'était envisagée, le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement n'était pas assuré par les conditions en vigueur de l'exploitation. (Tribunal administratif de Besançon, 13 janvier 2026, SARL Le capucin, n° 2301987).